

## **Souveraineté alimentaire : un coup d'arrêt du Gouvernement sur les fruits et légumes ?**

**Après un lancement prometteur du Plan de Souveraineté Fruits et Légumes (PSFL) en mars 2023 et une première phase marquée par une forte mobilisation des producteurs, notamment via les guichets de France 2030, la filière s'inquiète aujourd'hui du net ralentissement du dispositif en 2024 et 2025. Entre crédits réduits, financements non versés et absence de perspectives pour 2025, l'avenir du PSFL semble compromis. Le Gouvernement pense-t-il réellement pouvoir rattraper vingt ans de recul en seulement un an et demi, tout en coupant brutalement les financements essentiels à cette dynamique ?**

### **2024 : la filière se mobilise sur les guichets de co-financements, mais l'Etat freine des quatre fers...**

Les 100 millions d'euros de crédits de la planification écologique promis en 2024 ne sont toujours pas versés intégralement en 2025 malgré la forte mobilisation des opérateurs économiques à l'été sur les quatre guichets pilotés par FranceAgriMer.

Déjà 25 millions avait été retirés dans le courant de l'année dernière par Bercy en raison des difficultés budgétaires du pays. La filière, en responsabilité, n'avait pas réagi à ce 1<sup>er</sup> coup de rabot...

Et avant l'été, ce sont des centaines d'exploitations qui avaient mobilisé plusieurs dizaines de millions d'euros de co-financement, soit en moyenne les 2/3 du financement des projets, pour répondre aux appels à projets des quatre guichets spécifiques pour les fruits et légumes.

Pour ces quatre guichets, les fonds ont parfois été entièrement « consommés » moins d'une heure après leur ouverture, preuve du fort besoin de soutien dans la filière.

Mais au 18 mars 2025, toujours aucun financement pour les projets de décarbonation des serres, et plus de la moitié des dossiers de rénovation des vergers restent sans soutien faute de crédits... Sur les 100 millions attendus, moins de la moitié ont été débloqués (44,7 millions), laissant la filière dans l'impasse.

Il est incompréhensible que des budgets votés en 2024 soient annulés, mettant en péril les projets d'investissement planifiés par les opérateurs de la filière ayant déposé des projets.

Cette politique, pourtant affichée comme une priorité par le Gouvernement, semble avoir perdu son caractère prioritaire !...

### **2025 : une filière en attente, mais pas de perspectives concrètes du Gouvernement...**

D'autant plus que, derrière la situation de 2024 toujours pas réglée en 2025, il y a les promesses de 2025 qui restent lettre morte.

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Après un vote du budget pour le moins chaotique, les crédits de la planification écologique ont été fortement diminués sans qu'aucune garantie ne soit donnée à la filière des fruits et légumes frais quant à la poursuite du PSFL. Aucune perspective sur le soutien aux outils de compétitivité, à la production et à la mise en marché ; aucune annonce concernant l'aide à la dynamisation de la consommation des fruits et légumes, pourtant essentielle à une alimentation saine et durable ; toujours aucune feuille de route pour atteindre l'objectif de + 10 points de souveraineté d'ici 2035.

Daniel SAUVAITRE, président d'Interfel : *« Les serres sont un outil indispensable pour retrouver de la souveraineté sur nos cultures légumières et les arboriculteurs ont besoin de visibilité pour déclencher des investissements sur 25 ans. Cette situation de flou, alors même que nos responsables politiques n'ont que le mot « souveraineté » à la bouche, est incompréhensible pour notre filière. On ne peut pas regagner de la souveraineté sans, d'un côté, une mobilisation de moyens par l'Etat et avec, de l'autre côté, une machine à entraves réglementaires qui continue de tourner à plein régime ! »*

### **Derrière les discours sur la souveraineté alimentaire, où sont les actes ?**

**Sans soutien financier stable et sans stratégie à long terme, les producteurs ne peuvent ni investir ni planifier l'avenir. Faut-il rappeler que la souveraineté ne se décrète pas, elle se construit ? Si le Gouvernement abandonne ce plan en rase campagne, il portera la responsabilité d'un nouvel affaiblissement de notre production nationale. Il est encore temps d'agir, mais le temps presse.**

#### **Contacts presse**

Victoire GENEST – 06 15 52 15 08 [v.genest@interfel.com](mailto:v.genest@interfel.com)

#### **A propos d'Interfel :**

Créée en 1976, Interfel rassemble l'ensemble des métiers de la filière fruits et légumes frais. Toutes les fonctions sont représentées : production, coopération, expédition, importation, exportation, commerce de gros, distribution (grandes surfaces, commerces spécialisés et restauration collective). Organisme de droit et d'initiative privés, Interfel est reconnue association interprofessionnelle nationale agricole par le droit rural français, ainsi que par l'Union européenne depuis le 21 novembre 1996 dans le cadre de l'Organisation commune de marché (OCM) unique.

[www.interfel.com](http://www.interfel.com) / [www.lesfruitsetlegumesfrais.com](http://www.lesfruitsetlegumesfrais.com)